

Rapport Financier Semestriel au 30 juin 2019

1. RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL

FAITS MARQUANTS DU SEMESTRE ET POSTERIEURS A LA CLOTURE

Réorganisation du site de Longjumeau

Le 30 novembre 2018, PCAS a annoncé un projet de réorganisation du site de Longjumeau visant à rapprocher une partie des fonctions actuellement situées à Longjumeau vers (i) le site de Porcheville, et (ii) le site d'Ecully (chez PCAS ou chez Seqens (Ex-Novacap) entraînant le changement de l'employeur), aucune réduction d'effectif n'étant envisagée dans ce projet.

Plus de 10 salariés ayant refusé la proposition de modification de leur contrat de travail, PCAS a été contraint de mettre en œuvre un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE).

Pour mémoire, aucune provision n'avait été constatée au 31 décembre 2018, la Direction n'étant pas en mesure d'identifier à cette date de façon fiable le nombre de salariés concernés par ce projet qui, potentiellement refuseraient les mesures proposées et seraient donc concernés par d'éventuelles indemnités de départ, ou ceux qui accepteraient les mobilités proposées et bénéficieraient de mesures spécifiques à ce titre.

La situation est beaucoup plus claire aujourd'hui, la principale zone d'incertitude résiduelle demeurant la durée du congé de reclassement des personnes concernées par le PSE.

Les comptes semestriels 2019 intègrent ainsi en « autres produits et charges opérationnels » une charge nette de 3 790 milliers d'euros concernant ce projet de réorganisation comprenant l'ensemble des coûts estimés à ce jour au titre du PSE ainsi que le coût estimé des mesures de mobilités dont bénéficient les personnes réaffectées sur les sites d'Ecully et de Porcheville.

Il n'existe pas d'autre événement notable, intervenu au cours du premier semestre 2019 ou postérieur à la clôture, pouvant avoir une influence significative sur l'activité ou la situation du Groupe.

ACTIVITE ET RESULTATS DU SEMESTRE

<i>en millions d'euros</i>	Au 30 juin 2019	Au 30 juin 2018
Chiffre d'affaires	102,3	100,4
<i>Synthèse Pharmaceutique</i>	<i>62,5</i>	<i>61,6</i>
<i>Chimie Fine de Spécialités</i>	<i>39,8</i>	<i>38,7</i>
EBITDA (*)	7,2	8,9
<i>Marge d'EBITDA</i>	<i>7,1%</i>	<i>8,9%</i>
Résultat Opérationnel Courant (*)	-1,5	2,7(**)
<i>Synthèse Pharmaceutique</i>	<i>-3,7</i>	<i>0,6</i>
<i>Chimie Fine de Spécialités</i>	<i>2,2</i>	<i>2,1</i>
Autres produits et charges opérationnels	-5,4	-6,1
Résultat Opérationnel	-6,9	-3,4
Résultat financier	-0,7	-1,4
Impôts	-1,2	-0,1
Résultat Net	-8,7	-5,0

<i>en millions d'euros</i>	Au 30 juin 2019	31 décembre 2018
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	86,8	95,6
Endettement net	61,6	57,9
<i>Taux d'endettement</i>	<i>0,71</i>	<i>0,61</i>
Actif Net part du Groupe par action	6,32	6,88

(*) y compris Crédit d'Impôt Recherche pour 2,2 M€ en 2018 et 2019

(**) dont -0,7 M€ correspondant au résultat opérationnel courant de la société Enersens, cédée fin juillet 2018

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe PCAS s'établit à 102,3 M€ au 30 juin 2019, en augmentation de 1,9% par rapport à la même période de l'exercice précédent (+0,6% à taux de change constant).

Synthèse Pharmaceutique

L'activité de Synthèse Pharmaceutique en Santé s'établit à 62,5 M€, en progression de 1,3% par rapport à 2018 (-0,3% à taux de change constant). Les difficultés opérationnelles mentionnées au premier trimestre perdurent, même si certains indicateurs vont dans le bon sens. Des difficultés d'approvisionnement de certaines matières premières, l'annulation d'une commande importante ainsi qu'une demande plus faible sur certains

de nos produits propriétaires contribuent aussi au ralentissement de notre croissance de chiffre d'affaires.

Chimie Fine de Spécialités

Le chiffre d'affaires de la Chimie Fine de Spécialités ressort à 39,8 M€, en augmentation de 2,9% par rapport à 2018 (+2,0% à taux de change constant), avec une croissance très forte sur les activités de Chimie fine et Electronique, due à une demande robuste de nos clients et de nombreux nouveaux projets, mais un ralentissement sensible des Lubrifiants et une baisse du développement d'enzymes pour la bio-catalyse (Protéus).

L'EBITDA du Groupe PCAS ressort à 7,2 millions d'euros au premier semestre 2019, contre 8,9 millions d'euros au premier semestre 2018.

Le résultat opérationnel courant du premier semestre 2019 s'élève à -1,5 million d'euros contre 2,7 millions d'euros au premier semestre 2018.

Après prise en compte des autres produits et charges opérationnels, du résultat financier et de la charge d'impôts soit respectivement, - 5,4 millions d'euros, - 0,7 million d'euros et - 1,2 million d'euros, le résultat net du Groupe PCAS est une perte de 8,7 millions d'euros au 1^{er} semestre 2019 contre une perte de 5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2018.

Il convient de préciser que les résultats du 1^{er} semestre 2019 supportent les coûts de la réorganisation du site de Longjumeau (Cf. Faits marquants du semestre et postérieurs à la clôture), alors que ceux du 1^{er} semestre 2018 supportaient la dépréciation des actifs d'Enersens.

P O L E S D ' A C T I V I T E

<i>en millions d'euros</i>	S1 -2018	S1 -2019
Résultat Opérationnel Courant	2,7	-1,5
<i>Synthèse Pharmaceutique</i>	<i>0,6</i>	<i>-3,7</i>
<i>Chimie Fine de Spécialités</i>	<i>2,1</i>	<i>2,2</i>

. Synthèse pharmaceutique (61% du chiffre d'affaires du Groupe)

Ce département développe des principes actifs et des intermédiaires de synthèse pour l'industrie pharmaceutique et a principalement pour clients :

- les laboratoires pharmaceutiques internationaux et nationaux,
- les génériqueurs,
- les start-up.

Faits marquants du semestre :

en millions d'euros	S1-2018	S1-2019	% d'évolution
Chiffre d'affaires	61,6	62,5	+1,3%

Pharma Non Exclusive (Génériques)

Le chiffre d'affaires de cette Business Unit, qui couvre le développement et la production industrielle de molécules propriétaires PCAS, a diminué de 40 % au 1^{er} semestre 2019 par rapport à la même période sur 2018.

La demande pour des principes actifs pharmaceutiques est toujours soutenue et tirée par un marché mondial dynamique avec des leviers de croissance aussi bien sur les marchés Américain, qu'Européen ou Asiatique.

La diminution du chiffre d'affaires observée sur le premier semestre 2019 est liée à l'impact de nombreux décalages de livraisons du premier semestre suite à des problématiques industrielles sur un de nos sites en particulier. Depuis septembre 2018, nos équipes ont mené les analyses nécessaires à la résolution des problèmes rencontrés et des plans d'action sont en cours.

Synthèse Exclusive & Pharma Chemicals (Custom Manufacturing à partir de plateformes technologiques propriétaires et ventes de produits de chimie pharmaceutique)

Le chiffre d'affaires de cette Business Unit, qui couvre le développement et la production industrielle des molécules thérapeutiques princeps, ainsi que les polymères pour la libération contrôlée des médicaments ou les biomatériaux a progressé de 23,6% au 1^{er} semestre 2019 par rapport à la même période sur 2018. L'activité a été portée par plusieurs programmes cliniques en phase III ainsi que par une molécule soignant une maladie rare pour un client américain. A noter néanmoins que des difficultés industrielles n'ont pas permis de servir la totalité des commandes en carnet. Le nouveau centre R&D de Porcheville est rentré dans une phase opérationnelle de routine contribuant à renforcer l'activité de services R&D. L'activité Drug Delivery & Medical Materials a vu se confirmer plusieurs axes de développement à fort potentiel dont le renforcement d'une collaboration sur un dispositif médical avec un grand groupe pharma.

. Chimie fine de spécialités (39% du chiffre d'affaires du Groupe)

Ce pôle d'activité est organisé en 2 Business Units :

- La Chimie de Performance, qui développe, fabrique et commercialise des additifs destinés à l'industrie des lubrifiants et de la protection des métaux.
- Les Spécialités Avancées, qui développent, fabriquent et commercialisent des produits ultra-purs pour l'industrie électronique, des polymères de spécialités et produits de chimie fine pour des applications de haute technicité, ainsi que des ingrédients actifs pour l'industrie cosmétique.

Faits marquants du semestre :

en millions d'euros	S1-2018	S1-2019	% d'évolution
Chiffre d'affaires	38,7	39,8	+2,9%

Chimie de Performance

Le chiffre d'affaires des additifs liés aux métiers de la lubrification industrielle et de la protection des métaux est en baisse de 3,3%, dans un contexte de croissance des volumes des produits propriétaires mais de retour à la normale du volume de certains produits de façonnage, qui avait été assez élevé l'année dernière.

Spécialités Avancées

Le chiffre d'affaires de cette Business Unit est en progression de 8,5% par rapport au 1^{er} semestre 2018.

Cette croissance est portée par les marchés de la micro-électronique, de la cosmétique et de la chimie fine, avec une demande soutenue des clients historiques. Le démarrage de projets avec de nouveaux clients lors de ce premier semestre laisse envisager une croissance soutenue pour cette Business Unit.

P E R S P E C T I V E S

En 2019, le chiffre d'affaires du Groupe devrait être en légère augmentation en dépit des difficultés opérationnelles, qui ont perduré sur le premier semestre dans l'activité Synthèse Pharmaceutique, et rendent difficile à ce jour l'anticipation de l'évolution des résultats du groupe.

F I N A N C E M E N T

L'endettement net du Groupe se situe à 61,6 millions d'euros à fin juin 2019 contre 57,9 millions d'euros à fin décembre 2018. Au 30 juin 2019, l'impact de l'application de la norme IFRS 16 relative aux contrats de location (norme applicable à compter du 1^{er} janvier 2019) a entraîné une augmentation des dettes financières de 2,2 millions d'euros.

T R A N S A C T I O N S A V E C L E S P A R T I E S L I E E S

Cf. note 25 de l'information financière semestrielle.

PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté dans les six mois restants de l'exercice n'ont pas subi d'évolution significative par rapport à ceux identifiés dans la partie « Facteurs de risques et assurances » du rapport sur la gestion du Groupe incluse dans le Document de référence 2018 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 2 avril 2019.

2. COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS

BILAN CONSOLIDE AU 30 JUIN 2019

ACTIF			
<i>(en milliers d'euros)</i>	Note	30 juin 2019	31 déc. 2018
Actifs non courants			
Ecarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles nets	4	19 163	19 260
Immobilisations corporelles nettes (*)	5	104 504	93 279
Immobilisations financières	6	86	84
Instruments financiers dérivés	21	55	-
Impôts différés	20	8 544	8 392
Total des actifs non courants		132 352	121 015
Actifs courants			
Stocks et en-cours	7	57 951	54 008
Clients	8	26 765	37 796
Autres créances	9	45 094	42 988
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	3 314	5 415
Total des actifs courants		133 124	140 207
Actifs destinés à être cédés		-	-
TOTAL ACTIF		265 476	261 222
PASSIF			
<i>(en milliers d'euros)</i>	Note	30 juin 2019	31 déc. 2018
Capitaux Propres			
Capital social	10	13 742	13 904
Primes d'émission		12 047	14 636
Report à nouveau et autres réserves consolidées		69 369	67 253
Ecarts de conversion		401	164
Résultat de l'exercice - part du groupe		(8 712)	(358)
Capitaux propres - part du groupe		86 847	95 599
Intérêts minoritaires		-	-
Capitaux propres de l'ensemble consolidé		86 847	95 599
Passifs non courants			
Provisions pour risques et charges	11	12 898	12 536
Emprunts et dettes financières (*)	12	59 306	58 080
Instruments financiers dérivés	21	13	701
Impôts différés	20	1 586	1 448
Total des passifs non courants		73 803	72 765
Passifs courants			
Partie court terme des provisions pour risques et charges	11	5 028	700
Partie court terme des emprunts et dettes financières (*)	12	5 577	5 221
Fournisseurs	13	35 536	41 550
Autres dettes	14	58 685	45 387
Total des passifs courants		104 826	92 858
Passifs destinés à être cédés		-	-
TOTAL PASSIF		265 476	261 222

(*) dont ajustements liés à l'application de la norme IFRS 16

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 30 JUIN 2019

<i>(en milliers d'euros)</i>	Note	30 juin 2019	30 juin 2018
Chiffre d'affaires net	15	102 266	100 350
Achats consommés		(33 637)	(30 775)
Charges externes (*)		(25 750)	(24 161)
Charges de personnel		(36 578)	(36 822)
Impôts et taxes		(2 944)	(2 610)
Dotations nettes aux amortissements (*)		(7 147)	(5 242)
Dotations nettes aux provisions		28	(234)
Autres produits et charges d'exploitation	16	2 260	2 213
Résultat opérationnel courant		(1 502)	2 719
Autres produits et charges opérationnels	17	(5 379)	(6 141)
Résultat opérationnel		(6 881)	(3 422)
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie		-	9
Coût de l'endettement financier brut (*)		(1 076)	(1 125)
Coût de l'endettement financier net	18.1	(1 076)	(1 116)
Autres produits et charges financiers	18.2	418	(324)
Charge d'impôts	20	(1 173)	(118)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		-	-
Résultat net avant résultat des activités destinées à être cédées		(8 712)	(4 980)
Résultat net d'impôt des activités destinées à être cédées		-	-
Résultat net		(8 712)	(4 980)
Résultat net – Intérêts minoritaires		-	(1 997)
Résultat net – Part du Groupe		(8 712)	(2 983)
(*) dont ajustements liés à l'application de la norme IFRS 16			
Résultat par action (en euros)			
- Nombre moyen pondéré de titres en circulation	10.2	13 741 673	14 033 558
- Nombre moyen pondéré et dilué de titres	10.2	13 741 673	14 112 591
- Résultat net par action		(0,63)	(0,35)
- Résultat net dilué par action		(0,63)	(0,35)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ETATS CONSOLIDES DU RESULTAT GLOBAL AU 30 JUIN 2019

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2019	30 juin 2018
Résultat net de l'ensemble consolidé	(8 712)	(4 980)
- part du Groupe	(8 712)	(2 983)
- part des intérêts minoritaires	-	(1 997)
Autres éléments du résultat global :		
Gains et (pertes) actuariels	(390)	(32)
Effets d'impôts sur les éléments ci-dessus	113	9
Sous-total des éléments ne pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat (A)	(277)	(23)
Ecart de conversion	237	(105)
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	13	(32)
Effets d'impôts sur les éléments ci-dessus	-	12
Sous-total des éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat (B)	250	(125)
Autres éléments du résultat global au titre de la période, nets d'impôts (A) + (B)	(27)	(148)
Résultat global de l'ensemble consolidé	(8 739)	(5 128)
- part du Groupe	(8 739)	(3 131)
- part des intérêts minoritaires	-	(1 997)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE AU 30 JUIN 2019

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2019	30 juin 2018
<i>Flux de trésorerie liés à l'activité</i>		
Résultat net - part du Groupe	(8 712)	(2 983)
Part des intérêts minoritaires dans le résultat net	-	(1 997)
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité	(737)	1 796
+/- Dotations nettes aux amortissements et provisions	11 447	11 114
+/- Plus ou moins values de cessions	-	(248)
+ Coût de l'endettement financier net	1 076	1 116
+/- Charges d'impôts (y compris impôts différés)	1 173	118
+/- Incidence des activités cédées	-	-
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	4 247	8 916
- Impôts versés	(1 018)	(1 022)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité :		
- (Augmentation) diminution des stocks	(3 845)	(13 732)
- (Augmentation) diminution des clients	11 292	26 208
- Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs	(6 296)	2 138
- (Augmentation) diminution des autres actifs/passifs	10 936	(9 337)
Flux net de trésorerie généré par l'activité - Total Groupe	15 316	13 171
<i>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</i>		
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(15 034)	(8 770)
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	638
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	-	(2)
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	20	-
+/- Incidence des variations de périmètre	-	-
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement - Total Groupe	(15 014)	(8 134)
<i>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</i>		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-	-
Augmentation (ou réduction) de capital en numéraire	-	-
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts	71	4 083
- Remboursements d'emprunts	(930)	(3 579)
- Intérêts financiers nets versés	(1 076)	(1 116)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement - Total Groupe	(1 935)	(612)
Incidence des variations de cours des devises	(11)	1
VARIATION TRÉSORERIE - TOTAL GROUPE	(1 644)	4 426
Trésorerie à l'ouverture	4 627	4 830
Trésorerie à la clôture	2 983	9 256
Augmentation (diminution) de la trésorerie - Total Groupe	(1 644)	4 426
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 314	9 283
Concours bancaires courants	(331)	(27)
Trésorerie selon le tableau de flux de trésorerie - Activités destinées à être cédées	-	-
Trésorerie selon le tableau de flux de trésorerie - Total Groupe	2 983	9 256

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2019

<i>(en milliers d'euros)</i>	Capital	Réserves liées au capital	Réserves et résultat consolidés	Autres éléments du résultat global	Total - part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
Au 1er janvier 2018	13 982	16 799	70 049	686	101 516	1 998	103 514
Opérations sur capital	-	-	92	-	92	-	92
Opérations sur titres autodétenus	52	(95)	(417)	-	(460)	-	(460)
Dividendes versés	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	(1)	(1)
Résultat net de la période (A)	-	-	(2 983)	-	(2 983)	(1 997)	(4 980)
Autres éléments du résultat global au titre de la période, nets d'impôts (B)	-	-	-	(148)	(148)	-	(148)
Résultat global de la période (A)+(B)	-	-	(2 983)	(148)	(3 131)	(1 997)	(5 128)
Au 30 juin 2018	14 034	16 704	66 741	538	98 017	-	98 017
Opérations sur capital	-	-	(351)	-	(351)	-	(351)
Opérations sur titres autodétenus	(130)	(2 068)	(2 737)	-	(4 935)	-	(4 935)
Dividendes versés	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	(1)	(1)
Résultat net de la période (A)	-	-	2 625	-	2 625	(1 997)	628
Autres éléments du résultat global au titre de la période, nets d'impôts (B)	-	-	-	243	243	-	243
Résultat global de la période (A)+(B)	-	-	2 625	243	2 868	(1 997)	871
Au 31 décembre 2018	13 904	14 636	66 278	781	95 599	-	95 599
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur titres autodétenus (1)	(162)	(2 589)	2 738	-	(13)	-	(13)
Dividendes versés	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net de la période (A)	-	-	(8 712)	-	(8 712)	-	(8 712)
Autres éléments du résultat global au titre de la période, nets d'impôts (B)	-	-	-	(27)	(27)	-	(27)
Résultat global de la période (A)+(B)	-	-	(8 712)	(27)	(8 739)	-	(8 739)
Au 30 juin 2019	13 742	12 047	60 304	754	86 847	-	86 847

(1) Les 2 738 milliers d'euros correspondent aux rachats d'actions effectués au cours du semestre dont les engagements fermes de rachat avaient été constatés au 31 décembre 2018 et annulés sur la période.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

SELECTION DE NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESRIELS RESUMES

1 – Faits marquants du semestre et postérieurs à la clôture	13
2 - Base de préparation de l'information financière semestrielle résumée	13
3 - Evolution du périmètre de consolidation	15
4 - Ecart d'acquisition & Autres immobilisations incorporelles	16
5 - Immobilisations corporelles	17
6 – Immobilisations financières.....	17
7 - Stocks et en-cours.....	18
8 - Clients	18
9 - Autres créances	19
10 - Capital social et résultat net par action	19
11 - Provisions pour risques et charges.....	20
12 - Endettement Net	21
13 - Fournisseurs	23
14 - Autres dettes	23
15 – Chiffre d'affaires	23
16 - Autres produits et charges d'exploitation.....	23
17 - Autres produits et charges opérationnels	24
18 - Charges et produits financiers.....	24
19 - Information sectorielle.....	24
20 - Impôts sur le résultat	25
21 - Instruments financiers	25
22 – Contrats de location – IFRS 16	27
23 – Engagements hors bilan.....	27
24 - Effectifs moyens.....	27
25 - Transactions avec les parties liées.....	28
26 - Litiges.....	28
27 – Principaux risques et incertitudes	28

1 – Faits marquants du semestre et postérieurs à la clôture

Réorganisation du site de Longjumeau

Le 30 novembre 2018, PCAS a annoncé un projet de réorganisation du site de Longjumeau visant à rapprocher une partie des fonctions actuellement situées à Longjumeau vers (i) le site de Porcheville, et (ii) le site d'Ecully (chez PCAS ou chez Seqens (Ex-Novacap) entraînant le changement de l'employeur), aucune réduction d'effectif n'étant envisagée dans ce projet.

Plus de 10 salariés ayant refusé la proposition de modification de leur contrat de travail, PCAS a été contraint de mettre en œuvre un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE).

Pour mémoire, aucune provision n'avait été constatée au 31 décembre 2018, la Direction n'étant pas en mesure d'identifier à cette date de façon fiable le nombre de salariés concernés par ce projet qui, potentiellement refuseraient les mesures proposées et seraient donc concernés par d'éventuelles indemnités de départ, ou ceux qui accepteraient les mobilités proposées et bénéficieraient de mesures spécifiques à ce titre.

La situation est beaucoup plus claire aujourd'hui, la principale zone d'incertitude résiduelle demeurant la durée du congé de reclassement des personnes concernées par le PSE.

Les comptes semestriels 2019 intègrent ainsi en « autres produits et charges opérationnels » une charge nette de 3 790 milliers d'euros concernant ce projet de réorganisation comprenant l'ensemble des coûts estimés à ce jour au titre du PSE ainsi que le coût estimé des mesures de mobilités dont bénéficient les personnes réaffectées sur les sites d'Ecully et de Porcheville.

2 - Base de préparation de l'information financière semestrielle résumée

Ce jeu résumé d'états financiers consolidés semestriels au 30 juin 2019 a été préparé conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire. Ces états financiers semestriels ne comportent pas toute l'information requise pour des états financiers annuels et doivent être lus en liaison avec les états financiers annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

A l'exception des premières applications, à compter du 1er janvier 2019, des normes IFRS 16 et IFRIC 23, les méthodes comptables appliquées sont les mêmes que celles adoptées pour la préparation des états financiers annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, telles qu'exposées dans les états financiers annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Les normes, interprétations et amendements aux normes publiées, qui sont d'application obligatoire en 2019 (voir tableau ci-après), sont les suivants :

Normes, interprétations et amendements à des normes existantes d'application obligatoire au 1er janvier 2019

IFRS 16	- Contrats de location
IFRIC 23	- Incertitude relative aux traitements fiscaux
Amendement IFRS 9	- Clause de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative
Amendement IAS 19	- Avantages au personnel : modification, réduction ou liquidation de régime
Amendement IAS 28	- Intérêts à long terme dans des entreprises associées et des coentreprises
Améliorations annuelles (2015-2017) des IFRS	

La norme IFRS 16, relative aux contrats de location, a été appliquée par le groupe au 1^{er} janvier 2019, en adoptant la méthode rétrospective simplifiée selon laquelle l'information comparative n'est pas retraitée.

L'impact comptable de l'application de la norme IFRS 16, pour les contrats de location simple est le suivant :

- Enregistrement d'une dette de loyer correspondant au montant des loyers restant à payer à la date de première application actualisés au taux marginal d'endettement du preneur à cette même date (3%)
- Enregistrement d'un droit d'utilisation de l'actif au montant identique à la dette de loyers, ajusté des paiements d'avance et dettes non encore réglées relatives aux périodes de location passées

Le Groupe a opté de ne pas appliquer la nouvelle norme aux contrats de faible valeur (inférieure de 5 000€) et aux contrats de courte durée (inférieure à 12 mois).

Les principaux ajustements liés à l'application de cette nouvelle norme sont décrits dans la note 22 du présent document.

Les autres normes, interprétations et amendements aux normes publiées, qui sont d'application obligatoire en 2019 n'ont pas d'incidence ou pas d'incidence significative sur les comptes du Groupe notamment s'agissant d'IFRIC 23.

Les nouvelles normes, interprétations et amendements à des normes existantes et applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020 et postérieurement sont les suivantes :

Normes, interprétations et amendements à des normes existantes applicables aux périodes comptables ouvertes à compter du 1er janvier 2020 et postérieurement

Textes non encore adoptés par l'UE :

IFRS 17 (<i>applicable à compter du 01/01/2021</i>)	- Contrats d'assurance
Amendements IAS 1 et IAS 8 (<i>applicable à compter du 01/01/2020</i>)	- Définition de la matérialité dans les états financiers
Amendements IFRS (<i>applicable à compter du 01/01/2020</i>)	- Amendements aux références du Cadre conceptuel dans les normes IFRS
Amendements IFRS 3 (<i>applicable à compter du 01/01/2020</i>)	- Définition d'une activité

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les normes, amendements et interprétations lorsque l'application est postérieure au 31 décembre 2019.

L'impact des normes et amendements est en cours d'analyse.

Recours à des estimations

Pour préparer les informations financières conformément aux normes IFRS, la Direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif ainsi que les informations financières et les montants présentés au titre des produits et charges de l'exercice.

La Direction du Groupe revoit ses estimations et appréciations de manière régulière sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables, qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actifs et de passifs. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes, notamment dans le contexte de la situation financière et économique mondiale actuelle qui rend toujours difficile l'appréhension des perspectives d'activité.

Les comptes semestriels consolidés au 30 juin 2019 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 5 septembre 2019.

3 - Evolution du périmètre de consolidation

Aucune variation de périmètre n'est intervenue au cours de ce semestre.

Pour rappel la société Enersens a été cédée fin juillet 2018 et ses résultats étaient donc inclus dans les comptes semestriels de PCAS au 30 juin 2018 qui sont présentés ici.

Sa contribution aux résultats consolidés du premier semestre 2018 était la suivante :

- une contribution au résultat opérationnel courant pour un montant de - 0,7 million d'euros,
- une moins-value de cession consolidée de 5,4 millions d'euros enregistrée en « Autres produits et charges opérationnels »,
- au total, une contribution au résultat net de - 6,1 millions d'euros.

4 - Ecarts d'acquisition & Autres immobilisations incorporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	Ecarts d'acquisition	Frais de recherche & développement	Concessions et brevets	Plateforme technologique	Autres immobilisations incorporelles	Total immobilisations incorporelles
Valeurs brutes au 31 déc. 2017	14 498	1 239	11 786	4 100	1 988	33 611
Acquisitions et augmentations	-	210	943	-	1 567	2 720
Cessions et diminutions	-	-	(10)	-	-	(10)
Ecarts de conversion	-	-	(4)	-	-	(4)
Autres mouvements	-	-	2 379	-	(2 393)	(14)
Valeurs brutes au 31 déc. 2018	14 498	1 449	15 094	4 100	1 162	36 303
Acquisitions et augmentations	-	-	10	-	388	398
Cessions et diminutions	-	-	-	-	-	-
Ecarts de conversion	-	-	5	-	-	5
Autres mouvements	-	-	64	-	(64)	0
Valeurs brutes au 30 juin 2019	14 498	1 449	15 173	4 100	1 486	36 706
Amortissements et dépréciations au 31 déc. 2017	-	(1 239)	(11 099)	(3 760)	-	(16 098)
Dotations aux amortissements	-	-	(624)	(340)	-	(964)
Cessions	-	-	2	-	-	2
Ecarts de conversion	-	-	3	-	-	3
Autres mouvements	-	-	14	-	-	14
Amortissements et dépréciations au 31 déc. 2018	-	(1 239)	(11 704)	(4 100)	-	(17 043)
Dotations	-	-	(493)	-	-	(493)
Cessions	-	-	-	-	-	0
Ecarts de conversion	-	-	(7)	-	-	(7)
Autres mouvements	-	-	-	-	-	0
Valeurs brutes au 30 juin 2019	-	(1 239)	(12 204)	(4 100)	-	(17 543)
Valeurs nettes au 31 déc. 2017	14 498	-	687	340	1 988	17 513
Valeurs nettes au 31 déc. 2018	14 498	210	3 390	-	1 162	19 260
Valeurs nettes au 30 juin 2019	14 498	210	2 969	-	1 486	19 163

Ecarts d'acquisition

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2019	31 déc. 2018
Synthèse Pharmaceutique	12 305	12 305
Chimie Fine de Spécialités	2 193	2 193
Total	14 498	14 498

Au 30 juin 2019, le Groupe n'a pas identifié d'indice de perte de valeur nécessitant la mise en œuvre de test de dépréciation.

5 - Immobilisations corporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	Terrains	Constructions	Installations techniques	Immobilisations en cours	Immobilisations corporelles en location (1)	Autres immobilisations corporelles	Total immobilisations corporelles
Valeurs brutes au 31 déc. 2017	10 412	66 850	185 113	16 605	-	11 958	290 938
Acquisitions et augmentations	-	1 030	8 042	18 131	-	156	27 359
Cessions et diminutions	(340)	(38)	(483)	-	-	-	(861)
Ecart de conversion	(3)	(82)	(526)	(3)	-	(22)	(636)
Variation de périmètre	-	(332)	(2 492)	(2 528)	-	(18)	(5 370) (2)
Autres mouvements	-	1 774	11 059	(13 131)	-	298	-
Valeurs brutes au 31 déc. 2018	10 069	69 202	200 713	19 074	-	12 372	311 430
Acquisitions et augmentations	-	346	2 730	11 412	526	149	15 163
Cessions et diminutions	-	(2)	(143)	-	-	-	(145)
Ecart de conversion	3	106	817	9	-	30	965
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	0
Ajustement d'ouverture lié au changement de méthode comptable (IFRS 16)	-	-	-	-	2 308	-	2 308
Autres mouvements	-	688	6 299	(7 414)	-	427	0
Valeurs brutes au 30 juin 2019	10 072	70 340	210 416	23 081	2 834	12 978	329 721
Amortissements et dépréciations au 31 déc. 2017	(1 057)	(45 109)	(151 812)	38	-	(10 610)	(208 550)
Dotations	(49)	(2 231)	(7 771)	-	-	(477)	(10 528)
Cessions	-	4	87	-	-	-	91
Ecart de conversion	-	68	337	-	-	22	427
Variation de périmètre	-	23	373	-	-	13	409 (2)
Autres mouvements	-	-	-	-	-	-	-
Amortissements et dépréciations au 31 déc. 2018	(1 106)	(47 245)	(158 786)	38	-	(11 052)	(218 151)
Dotations	(24)	(1 363)	(4 352)	-	(654)	(261)	(6 654)
Cessions	-	2	143	-	-	-	145
Ecart de conversion	-	(86)	(442)	-	-	(29)	(557)
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	-	-	-	-
Amortissements et dépréciations au 30 juin 2019	(1 130)	(48 692)	(163 437)	38	(654)	(11 342)	(225 217)
Valeurs nettes au 31 déc. 2017	9 355	21 741	33 301	16 643	-	1 348	82 388
Valeurs nettes au 31 déc. 2018	8 963	21 957	41 927	19 112	-	1 320	93 279
Valeurs nettes au 30 juin 2019	8 942	21 648	46 979	23 119	2 180	1 636	104 504

(1) Impact de l'application de la norme IFRS 16 relative aux contrats de location (Cf. Base de préparation de l'information financière semestrielle résumée et note 22).

(2) Cession de la Société Enersens en 2018.

6 – Immobilisations financières

L'actif de Dynaction apporté à PCAS dans le cadre de la fusion intervenue en juin 2013 comprenait un prêt non recouvrable accordé à un tiers dans le cadre de la reprise d'une société du Groupe Dynaction et entièrement provisionné, d'un montant brut de 7,3 millions d'euros.

7 - Stocks et en-cours

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2019	31 déc. 2018
Matières premières et autres approvisionnements	22 648	25 970
En-cours de production et Produits finis	42 003	34 392
Marchandises	232	16
Montant brut	64 883	60 378
Matières premières et autres approvisionnements	(1 208)	(1 279)
En-cours de production et Produits finis	(5 724)	(5 091)
Marchandises	-	-
Provisions pour dépréciation	(6 932)	(6 370)
Matières premières et autres approvisionnements	21 440	24 691
En-cours de production et Produits finis	36 279	29 301
Marchandises	232	16
Montant net	57 951	54 008

En milliers d'euros	31 déc. 2018	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice	Ecarts de conversion	30 juin 2019
Dépréciations	6 370	1 780	(1 246)	28	6 932

La reprise de dépréciation de stocks inclut à hauteur de 0,6 million d'euros la destruction de stocks antérieurement entièrement dépréciés.

8 - Clients

8.1 Clients

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2019	31 déc. 2018
Clients	26 872	37 902
Dépréciation créances douteuses	(107)	(106)
Total	26 765	37 796

Les créances clients ont une échéance inférieure à un an.

8.2 Clients ventilés par devises

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2019	31 déc. 2018
Clients en euros	11 854	17 379
Clients en dollars US	14 903	20 416
Clients en autres devises	8	1
Total	26 765	37 796

9 - Autres créances

Les autres créances s'analysent comme suit aux 30 juin 2019 et 31 décembre 2018 :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2019	31 déc. 2018
Créances de CIR et de CICE (*)	21 152	18 970
Autres créances sur l'Etat	7 563	7 186
Compte Courant Seqens	10 063	10 042
Affacturage - Fonds de garantie	1 854	1 663
Autres créances	3 179	3 902
Charges constatées d'avance	1 283	1 225
Total	45 094	42 988

(*) dont 10,1 millions d'euros de mobilisation pour le CIR et 3,1 millions d'euros de mobilisation pour le CICE

10 - Capital social et résultat net par action

Le capital social est composé de 15 141 725 actions de 1 euro de nominal au 30 juin 2019. PCAS détient également 1 400 052 actions auto-détenues. Celles-ci sont enregistrées en diminution des capitaux propres consolidés du Groupe.

10.1 Actions gratuites

Au 30 juin 2019, il n'existe plus de plan d'attribution d'actions gratuites en cours.

10.2 Résultat par action

Nombre moyen pondéré d'actions en circulation :

	30 juin 2019	30 juin 2018
Actions	15 141 725	15 141 725
Actions propres	(1 400 052)	(1 108 167)
	<hr/>	<hr/>
	13 741 673	14 033 558

Nombre moyen pondéré et dilué d'actions :

	30 juin 2019	30 juin 2018
Actions	15 141 725	15 141 725
Actions propres	(1 400 052)	(1 108 167)
Plan d'attribution d'actions gratuites	-	79 033
	<hr/>	<hr/>
	13 741 673	14 112 591

Le résultat dilué par action est calculé en prenant en compte dans le nombre moyen d'actions en circulation la conversion de l'ensemble des instruments dilutifs existants.

11 - Provisions pour risques et charges

11.1 Provisions

Le détail et les variations des provisions sont les suivants :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2019	31 déc. 2018
Provisions pour retraite	10 572	10 273
Provisions pour médailles du travail	984	937
Provisions pour frais de santé	1 260	1 243
Autres provisions pour risques et charges (*)	5 110	783
Total	17 926	13 236

Ventilation courant / non courant

Non - courant	12 898	12 536
Courant (*)	5 028	700

Montant imputé au compte de résultat au titre :

- des prestations de retraite	(91)	574
- des frais de santé	17	33

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 déc. 2018	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres variations (**)	30 juin 2019
Provisions pour retraite	10 273	401	-	(492)	390	10 572
Provisions pour médailles du travail	937	52	-	(5)	-	984
Provisions pour frais de santé	1 243	17	-	-	-	1 260
Autres provisions pour risques et charges (*)	783	4 546	(219)	-	-	5 110
Total	13 236	5 016	(219)	-	390	17 926

(*) Dont 3 896 milliers d'euros au titre du projet de réorganisation du site de Longjumeau

(**) Sur la période les autres variations correspondent aux écarts actuariels

11.2 Provisions pour retraites

Le taux d'actualisation retenu (Markit iBoxx € Corporates AA 10+) est de 0,98 % pour le 30 juin 2019, contre 1,57 % pour le 31 décembre 2018.

Les hypothèses se rapportant aux taux de mortalité futurs reposent sur des données provenant de statistiques publiées et de données historiques pour chaque territoire.

12 - Endettement Net

L'endettement du Groupe se décompose comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2019	31 déc. 2018
Endettement à moyen et long terme (hors part court terme)		
Emprunts et dettes financières à moyen et long terme	1 214	1 308
Réserve de participation des salariés	122	106
Dettes sur loyers (1)	1 340	-
Autres emprunts et dettes financières	56 630	56 666
Total endettement à moyen et long terme	59 306	58 080
Endettement à court terme		
Part court terme des emprunts et dettes financières à moyen et long terme	308	289
Concours bancaires courants	331	788
Part court terme de la réserve de participation des salariés	11	78
Dettes sur loyers (1)	871	-
Part court terme des autres emprunts et dettes financières	3 727	3 701
Intérêts courus	329	365
Total endettement à court terme	5 577	5 221
Total endettement brut	64 883	63 301
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 314	5 415
Total endettement net	61 569	57 886

(1) Impact de l'application de la norme IFRS 16 relative aux contrats de location (Cf. Base de préparation de l'information financière semestrielle résumée et note 22).

Dans le cadre d'une politique de gestion du risque de taux ayant pour objectif de se couvrir contre les risques de hausse des taux d'intérêts, le Groupe a eu recours aux instruments financiers suivants :

	Taux échangés	Montants (en milliers d'euros)	Termes
Swap à taux fixe de 0,53 %	EURIBOR 3 mois	6 666	10/2019

La juste valeur de ces instruments financiers est de 10 milliers d'euros au 30 juin 2019.

Les emprunts à moyen et long terme de PCAS Canada sont assorties de diverses garanties sur les actifs de la société. Ces dettes bancaires s'élèvent à 1,5 million d'euros au 30 juin 2019 et à 1,6 million d'euros au 31 décembre 2018.

Les autres emprunts et dettes financières intègrent au 30 juin 2019, à hauteur de 47 millions d'euros, la mise à disposition par Seqens d'un prêt intra-groupe à échéance du 22 juin 2023, à hauteur de 8,1 millions d'euros, la mobilisation de créances de crédit d'impôt recherche auprès de Bpifrance (8,1 millions d'euros au 31 décembre 2018), à hauteur de 2,6 millions d'euros, la mobilisation des créances de CICE auprès d'un établissement bancaire (2,6 millions d'euros au 31 décembre 2018) et à hauteur de 1,8 million d'euros, la mise à disposition par Seqens d'un prêt à PCAS Canada (1,7 million d'euros au 31 décembre 2018) .

Les dettes financières intègrent au 30 juin 2019, l'impact de l'application de la norme IFRS 16 relative aux contrats de location, soit la constatation d'une dette de 2,2 millions d'euros (Cf. Faits marquants du semestre et postérieurs à la clôture et note 22).

Seqens a conclu avec ses principales filiales, dont PCAS, une convention de gestion centralisée de trésorerie. Cette convention permet une gestion optimisée aussi bien du recours au crédit que du placement des excédents de trésorerie.

Les avances faites par Seqens (Ex-Novacap) à PCAS portent intérêts au taux Euribor 1 mois, augmenté de 55 points de base (soit +0,55%), majoré du surcoût lié au recours au « crédit revolving » ou à tout autre mode de financement. A ce jour, ce surcoût concernant les tirages effectués dans le cadre du crédit renouvelable est de 300 points de base, diminué du taux Euribor 1 mois de la période concernée.

Les avances faites par PCAS à Seqens (Ex-Novacap) portent intérêts au taux Euribor 1 mois, diminué de 30 points de base (soit -0,30%), ce taux d'intérêt ne pouvant en tout état de cause pas être inférieur à 10 points de base (soit 0,10%).

Dans le cadre de cette convention de gestion centralisée de trésorerie, les comptes courants entre les différentes entités de PCAS et Seqens (Ex-Novacap) sont présentés en autres dettes lorsque leur solde est créditeur (33,5 millions d'euros au 30 juin 2019) et en autres créances lorsque leur solde est débiteur (10,1 millions d'euros au 30 juin 2019).

Au 30 juin 2019, les lignes de crédits autorisées et non utilisées par le Groupe à la date de clôture se montent à 0,8 million d'euros. Le Groupe avait par ailleurs la possibilité d'utiliser des mobilisations de créances à hauteur de 0,6 million d'euros, ainsi que de bénéficier potentiellement de financements complémentaires de la part de Seqens dans le cadre de la convention de gestion centralisée de trésorerie signée entre PCAS et Seqens.

Echéances des dettes à long et court terme

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2019	31 déc. 2018
A moins de 6 mois	5 237	4 894
Entre 6 et 12 mois	339	327
Entre 1 et 5 ans	59 172	57 700
A plus de 5 ans	135	380
Total	64 883	63 301

Dettes financières ventilées par taux

<i>(en milliers d'euros)</i>	Taux fixe 30 juin 2019	Taux variable 30 juin 2019	Total 30 juin 2019
Emprunts et dettes financières à moyen et long terme	550	973	1 523
Autres emprunts et dettes financières	3 495	59 865	63 360
	4 045	60 838	64 883

Le taux moyen d'intérêt s'établit au 30 juin 2019 à 2,69 % (3,21 % au 31 décembre 2018).

Une augmentation de 1% des taux d'intérêts court terme aurait eu au premier semestre 2019 pour conséquence une augmentation corrélative des charges financières du Groupe de 0,3 million d'euros.

13 - Fournisseurs

Les dettes fournisseurs ont une échéance à moins d'un an.

13.1 Fournisseurs ventilés par nature

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2019	31 déc. 2018
Fournisseurs	28 960	33 791
Fournisseurs d'immobilisations	6 576	7 759
Total	35 536	41 550

13.2 Fournisseurs ventilés par devises

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2019	31 déc. 2018
Fournisseurs en euros	33 285	36 619
Fournisseurs en dollars US	1 093	1 872
Fournisseurs en autres devises	1 158	3 059
Total	35 536	41 550

14 - Autres dettes

Les autres dettes s'analysent comme suit au 30 juin 2019 et 31 décembre 2018 :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2019	31 déc. 2018
Dettes fiscales	3 014	3 105
Dettes sociales	16 394	15 202
Autres dettes (1)	36 184	25 063
Produits constatés d'avance	3 093	2 017
Total	58 685	45 387

- (1) Dont les comptes courants entre PCAS et Seqens (Ex-Novacap) entrant dans le cadre de la convention de gestion centralisée de trésorerie, (33,5 millions d'euros au 30 juin 2019 contre au 19 millions d'euros au 31 décembre 2018).

15 - Chiffre d'affaires

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2019	30 juin 2018
Ventes de biens et de marchandises	95 230	92 204
Ventes de services	7 036	8 146
Total	102 266	100 350

16 - Autres produits et charges d'exploitation

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2019	30 juin 2018
Crédit d'Impôt Recherche	2 206	2 151
Jetons de présence	(15)	(16)
Autres	69	78
Total	2 260	2 213

17 - Autres produits et charges opérationnels

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2019	30 juin 2018
+/- values de cessions d'actifs non courants corporels ou incorporels	-	248
Amortissements d'actifs incorporels (Plateforme technologique)	-	(256)
Coûts de restructuration	(1 557)	(477)
Coûts liés au processus de réorganisation du site de Longjumeau (1)	(3 790)	-
Programme d'attribution d'actions gratuites	-	(116)
Dépréciations d'actifs corporels et circulants (2)	-	(5 371)
Autres	(32)	(169)
Total	(5 379)	(6 141)

(1) Cf. Faits marquants du semestre et postérieurs à la clôture

(2) Liées à la cession d'Enersens en 2018

Les coûts de restructuration correspondent principalement à des adaptations d'effectifs sur différents sites du Groupe.

18 - Charges et produits financiers

18.1 Coût de l'endettement financier net

	30 juin 2019	30 juin 2018
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		
Résultat de cession des valeurs mobilières de placement	-	9
Coûts de l'endettement financier brut		
Charges d'intérêts sur opérations de financement	(1 076)	(1 125)
Résultat des couvertures de taux et de change sur endettement financier brut	-	-
Total	(1 076)	(1 116)

18.2 Autres produits et charges financiers

Les autres produits et charges financiers intègrent principalement au 30 juin 2019 la constatation des écarts de change hors flux opérationnels (+ 0,5 million d'euros, contre - 0,3 million d'euros en 2018).

19 - Information sectorielle

19.1 Information par secteur opérationnel

Conformément à IFRS 8 « Secteurs opérationnels », l'information par secteur opérationnel est dérivée de l'organisation interne des activités du Groupe.

Les secteurs opérationnels du Groupe PCAS sont constitués des deux domaines d'activités, la Synthèse Pharmaceutique et la Chimie Fine de Spécialités. Ils correspondent à la structure du reporting interne et représentent le niveau suivi par la Direction Générale du Groupe pour prendre des décisions quant à l'affectation des ressources et pour évaluer la performance opérationnelle.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Synthèse Pharmaceutique	Chimie Fine de Spécialités	Total
30 juin 2019			
Chiffre d'affaires	62 450	39 816	102 266
Résultat opérationnel courant	(3 688)	2 186	(1 502)
30 juin 2018			
Chiffre d'affaires	61 640	38 710	100 350
Résultat opérationnel courant	604	2 115	2 719

19.2 Ventilation du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel courant par origine

<i>(en milliers d'euros)</i>	France	Autres zones	Total
30 juin 2019			
Chiffre d'affaires par origine	84 313	17 953	102 266
Résultat opérationnel courant	(4 426)	2 924	(1 502)
30 juin 2018			
Chiffre d'affaires par origine	82 434	17 916	100 350
Résultat opérationnel courant	110	2 609	2 719

20 - Impôts sur le résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2019	30 juin 2018
Charge d'impôt	(1 173)	(118)
Total	(1 173)	(118)

La charge d'impôts sur le résultat est comptabilisée au titre de chaque période intermédiaire sur la base de la meilleure estimation du taux d'impôt annuel moyen pondéré attendu pour la totalité de la période annuelle.

Les impôts différés constatés au bilan se décomposent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2019	31 déc. 2018
Impôts différés - actif	8 544	8 392
Impôts différés - passif	(1 586)	(1 448)
Total	6 958	6 944

21 - Instruments financiers

Les instruments financiers sont valorisés selon les techniques de valorisation reposant sur des données observables.

Les instruments financiers dérivés sont valorisés au prix du marché.

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2019	31 déc. 2018
Ventes de devises à terme	15 550	23 835
Achats de devises à terme	-	-

Le montant des instruments financiers dérivés au premier semestre 2019 correspond principalement à des contrats de ventes et d'achats à terme pour couvrir l'exposition nette de la société au dollar US (au cours moyen de 1,14 au 30 juin 2019).

22 – Contrats de location – IFRS 16

L'application de la norme IFRS 16 au 1er janvier 2019 a conduit le groupe à enregistrer les ajustements suivants :

- Immobilisations corporelles :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Constructions	Installations techniques	Autres immobilisations corporelles	Total immobilisations corporelles
Valeur Nette des immobilisations prises en location au 1er janvier 2019	666	1 085	557	2 308
Acquisitions et augmentations	10	14	502	526
Dotations	(86)	(353)	(215)	(654)
Valeur Nette des immobilisations prises en location au 30 juin 2019	590	746	844	2 180

- Charges constatées d'avance

<i>(en milliers d'euros)</i>	1er jan. 2019	Ecart de conversion	Augmentation	Diminution	30 juin 2019
Charges constatées d'avance	54		0	(54)	0
Total	54	0	0	(54)	0

- Dettes financières

<i>(en milliers d'euros)</i>	1er jan. 2019	Ecart de conversion	Augmentation	Diminution	Transfert	30 juin 2019
Dettes financières non courantes	1 316		377		(352)	1 341
Dettes financières courantes	938	(1)	150	(569)	352	870
Total	2 254	(1)	527	(569)	0	2 211

- Compte de résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2019
Loyers	655
Dotations aux amortissements	(654)
Résultat opérationnel courant	1
Ecart de conversion	1
Intérêts	(34)
Résultat financier	(33)
Résultat avant impôt	(32)

Au 31 décembre 2018 les engagements hors bilan couvrant les loyers dus au titre des locations simples s'élevaient à 2 344K€. L'écart avec la dette financière comptabilisée au 1er janvier 2019 suite à l'application d'IFRS 16 n'est pas significatif et est composé principalement de:

- actualisation des loyers futurs au taux marginal d'endettement,
- retraitement des contrats de faible durée et faible valeur comme décrits en note 2,
- ajustement de certaines hypothèses.

23 – Engagements hors bilan

23.1 Engagements hors bilan liés au financement du Groupe

Engagements donnés

Seqens (actionnaire majoritaire de PCAS SA)

- Les titres financiers des sociétés PCAS SA, Expansia et PCAS Finland Oy, sont nantis en premier rang au bénéfice des banques parties au Contrat de Crédit conclu avec les sociétés Seqens Group Holding (ex Novacap Group Holding) et Seqens Group Bidco (ex Novacap Group Bidco), actionnaires de Seqens (ex Novacap), en garantie des sommes dues au titre des documents de financement.
- Le prêt conclu entre Seqens SAS (ex Novacap SAS) et PCAS SA est nanti en premier rang au profit des banques parties au Contrat de Crédit signé par Seqens (ex Novacap), pour toute somme qui leur est due au titre des documents de financement.
- Les sociétés PCAS, Expansia et PCAS Finland Oy, ont nantis en premier rang leurs comptes bancaires listés dans les actes de nantissement de comptes bancaires qu'elles ont conclu conformément au Contrat de Crédit signé par Seqens (ex Novacap), en garantie de toute somme due au titre des documents de financement.

23.2 Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles du Groupe

Engagements donnés liés à l'activité courante

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2019	31 déc. 2018
Engagements de location simple	1 381	1 297
Engagements fermes sur investissements futurs	16 630	39 400
Autres nantissements et hypothèques (1)	1 523	1 597
Total	19 534	42 294

(1) Concerne essentiellement PCAS Canada

23.3 Autres engagements hors bilan donnés

Dans le cadre d'un litige fiscale, PCAS s'était porté caution solidaire de sa filiale Dauphin, pour un montant de 350 milliers d'euros. La mainlevée de cette caution a été effectuée le 12 mars 2019.

Les autres engagements hors bilan n'ont enregistré aucune variation significative au cours du premier semestre 2019.

24 - Effectifs moyens

	30 juin 2019	30 juin 2018
Cadres	328	333
Agents de maîtrise	411	406
Ouvriers	330	336
Total	1 069	1 075

25 - Transactions avec les parties liées

Absence d'évolution significative par rapport au 31 décembre 2018.

26 - Litiges

L'actif de Dynaction apporté en 2013 à PCAS dans le cadre de la fusion, comprend un prêt accordé à un tiers dans le cadre de la reprise d'une société du Groupe Dynaction. Ce prêt étant non remboursé à ce jour, malgré les dépassements d'échéance, une procédure à l'encontre du tiers est toujours en cours. La créance correspondante est entièrement provisionnée.

Il n'existe actuellement aucun autre litige ou arbitrage susceptible d'avoir ou ayant eu dans le passé une incidence sensible sur la situation financière du groupe PCAS, son activité, son résultat ou son patrimoine ainsi que de ses filiales.

27 – Principaux risques et incertitudes

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté dans les six mois restants de l'exercice n'ont pas subi d'évolution significative par rapport à ceux identifiés dans la partie « Facteurs de risques et assurances » du rapport sur la gestion du Groupe incluse dans le Document de référence 2018 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 2 avril 2019.

3. DECLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées et qu'il décrit les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Longjumeau, le 5 septembre 2019

Frédéric Desdouits
Directeur Général

4. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

(Période du 1^{er} janvier 2019 au 30 juin 2019)

A l'Assemblée Générale

PCAS

PA de la Vigne aux Loups

23, rue Bossuet

91160 Longjumeau

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société PCAS, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2019 au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2 « Base de préparation de l'information financière semestrielle résumée » de l'annexe à l'information financière semestrielle résumée relative aux impacts liés à la première application de la norme IFRS 16 « Contrats de location ».

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Levallois-Perret, le 5 septembre 2019

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

AFIGEC

Romain Dumont

Yannis Giraud